

ASSEMBLÉE NATIONALE

30 janvier 2026

EMPÊCHER LA CONSTITUTION DE MONOPOLES ÉCONOMIQUES DANS LES
SECTEURS DES MÉDIAS - (N° 2216)

Rejeté

N° AC8

AMENDEMENT

présenté par

M. Ballard, M. Beaurain, M. Bilde, M. Clavet, M. Chudeau, M. Christian Girard,
Mme Da Conceicao Carvalho, Mme Joubert, Mme Joncour, Mme Lavalette, M. Odoul,
Mme Parmentier, M. Perez et Mme Sicard

ARTICLE PREMIER

Supprimer cet article.

EXPOSÉ SOMMAIRE

Cette proposition de loi vise à restreindre toujours plus la concentration des médias en imposant un seuil de « part d'influence ».

Or la réglementation anti-concentration dans le secteur audiovisuel apparaît déjà excessivement complexe et contraignante. Ce constat est partagé par de nombreux rapports, comme le rapport de l'inspection générale des finances et de l'inspection générale des affaires culturelles de 2022, lesquelles pointaient une réglementation « particulièrement complexe » du fait d'un « empilement de dispositions nouvelles, sans « toilettage » – et encore moins de réexamen d'ensemble depuis 1986 ».

Or ces nombreux seuils sont obsolètes et issus d'une période où ni internet ni les plateformes n'existaient et sont ainsi en totale déconnexion des réalités du marché. Mais votre proposition ne ferait qu'augmenter gravement la concurrence des plateformes numériques avec nos acteurs français déjà fortement fragilisés. En refusant d'adapter la loi de 1986 vers plus de concentration et en créant ces nouveaux seuils, cette proposition de loi méconnaît gravement les réalités du secteur audiovisuel.

De plus, les opérations de concentration ne portent pas atteinte au pluralisme car des règles strictes garantissent également le pluralisme interne en France et sont garanties par l'Autorité de régulation de la communication audiovisuelle et numérique (Arcom). C'est notamment ce qu'ont jugé par exemple les représentants de France Télévisions en rappelant la position favorable de la présidente Mme Delphine Ernotte-Cunci au projet de fusion entre TF1 et M6.

Face à la fragilisation des modèles économiques de nos acteurs traditionnels nationaux due en grande partie à la délinéarisation des comportements audiovisuels et la captation des recettes publicitaires par les acteurs du numérique, il est indispensable d'assouplir les règles anti-concentration, afin de permettre aux médias de réaliser des économie d'échelle et de réduire leurs coûts de production.

En empêchant toujours plus les acteurs audiovisuels de se rapprocher, lorsqu'ils le souhaitent, votre dispositif anti-concentration bride le développement du secteur. C'est en unissant davantage leurs forces que les acteurs audiovisuels seraient mieux à même de rivaliser avec ces plateformes.

C'est pourquoi nous proposons de supprimer cet article.